

ASSEMBLEE DE MILITANTS BAGNEUX le 11/01/06

INTRODUCTION DE BRIGITTE DAREAU

Je vous présente mes meilleurs vœux pour 2006 pour vous et votre famille. Mes vœux vont également au Parti communiste ; des vœux de déploiement de sa politique et de son renforcement.

Après le Conseil national du 6 janvier qui a adopté le projet de base commune, les communistes sont désormais engagés dans la phase des choix. Ce projet de base commune, le projet de modification des statuts, les textes alternatifs, ainsi que le bulletin de vote vont être adressés à chaque adhérent par *Transparence*. Cinq textes alternatifs ont été retenus car répondant aux critères statutaires. Trois d'entre eux se présentent comme une critique d'ensemble de la politique du Parti. Deux autres portent plus précisément sur la visée communiste et la stratégie.

C'est sur ces bases que les communistes voteront les 3 et 4 février pour choisir leur base commune. D'ici là, tout doit être mis en œuvre pour permettre la participation la plus large des communistes à cette phase là.

A partir du 4 février, nous engagerons une nouvelle phase, celle consistant à amender la base commune choisie par les communistes.

Nous devons avoir l'ambition de préparer un 33^{ème} congrès à la hauteur des responsabilités nouvelles qui incombent aujourd'hui à notre Parti.

Cela suppose de ne pas concevoir ce Congrès comme un conclave mais au contraire de le penser dans sa démarche, dans sa préparation, dans son organisation et dans son déroulement comme en rapport avec les luttes, les douleurs et les espérances populaires.

De ce point de vue, on peut dire que 2005 a constitué une accélération violente de la politique de la droite et du gouvernement avec l'appui du Medef pour entreprendre une véritable démolition de tous les acquis sociaux et démocratiques de notre pays.

On en trouve confirmation, en ce début d'année, au travers des vœux de Chirac et des projets de lois qui se profilent.

Chirac, de son côté, annonce lors de ses vœux sa volonté de travailler à un nouveau financement de la Sécurité sociale en élargissant l'assiette des cotisations patronales à l'ensemble de la valeur ajoutée. Cela se traduira par une nouvelle, baisse du coût du travail qui priverait la protection sociale des moyens indispensables pour répondre aux besoins sociaux et humains. A l'inverse, nous proposons d'augmenter la masse salariale.

De même, les propos de Chirac sur la Sécurité sociale professionnelle révèlent à la fois une forte poussée de cette exigence populaire, mais c'est pour mieux la détourner afin d'accroître la flexibilité des salariés au service du patronat.

Le groupe Alstom annonce le bradage des chantiers de l'Atlantique et des 6000 salariés dépendant de la division marine du groupe. Et nous venons d'apprendre qu'une nouvelle délocalisation s'engageait dans le département à Dassault Système Saint Cloud et ses 1200 salariés.

Le projet de loi concocté par Sarkozy sur l'immigration doit particulièrement nous alerter. Il prévoit une nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qui ferait quasiment disparaître le droit au regroupement familial.

Dans ces conditions, l'urgence est à la riposte, à la résistance, au rassemblement pour s'opposer à la politique de cette droite populiste, autoritaire et liberticide, et de construire une alternative politique à gauche qui permette de la battre durablement. C'est le sens que donnons à notre engagement et aux huit grands meetings régionaux que nous voulons tenir.

En fait, il nous faut nous battre bec et ongle sur chaque question pour mettre en échec les mauvais coups de la droite. C'est la raison de nos batailles départementales.

- Nous poursuivons notre combat pour définitivement remiser au placard la directive "Bolkestein". Les communistes des Hauts de Seine vont s'engager plus fort aux côtés d'autres progressistes. Une pétition, un tract départemental et appel à manifestation.
- C'est aussi notre engagement en faveur du logement social. Les élus communistes aux côtés d'autres élus, ont engagé une bataille déterminée pour la création d'un grand service public du logement, pour faire respecter la loi. Nous avons édité deux affiches pour mettre le département aux couleurs de cette exigence. Cela suscite d'ailleurs la colère de la droite
- Aux côtés du collectif des S.P. du 92, nous menons également bataille pour la régularisation des sans-papiers et en faveur de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers. La votation citoyenne réalisée dans 6 villes du département. 6000 habitants des Hauts de Seine ont ainsi donné leur avis.

Engagés, nous le sommes résolument pour la défense des services publics. Les moyens de se soigner, par exemple, je pense à la belle bataille conduite autour de l'hôpital Foch ou la maternité de Sèvres, contre les coupures d'énergie aux côtés des "robins des bois".

Bien évidemment, nous voulons donner corps et élargir notre intervention pour constituer un grand mouvement d'exigence sur la question de l'emploi, contre la précarité, sur la restauration et le développement des atouts industriels du département et du pays.

Battre la droite durablement implique de poser la question de la gauche, la nécessité de construire une gauche qui réussira d'autant plus qu'elle se fixera comme ambition de réponse aux aspirations sociales.

Toute la gauche est interpellée sur cette exigence de réponses pour changer positivement la vie des gens. Or, elle est aujourd'hui divisée. Elle a des divergences sur les leçons à tirer de ses échecs passés et sur les contenus, la nature et les conditions de son rassemblement pour ne plus décevoir notre peuple.

Entre un Parti Socialiste s'arc-boutant sur sa volonté hégémonique de dicter leur conduite aux partis de gauche, mais aussi au peuple de gauche, et une LCR se

refusant à aborder la question des responsabilités gouvernementales, on pourrait se dire que les choses n'ont pas beaucoup avancé.

Mais c'est parce que nous ne nous résignons pas à cette impuissance que nous proposons d'en débattre avec notre peuple et toutes les organisations et forces politiques qui le souhaitent.

C'est la raison des forums que nous proposons. 19 se sont déjà tenus, trois sont programmés en ce début d'année. Notre démarche des forums n'est pas un à-côté du congrès mais en est partie prenante. L'élaboration populaire d'un programme de véritable changement, la construction politique d'une alternative et d'un rassemblement antilibéral majoritaire, sa concrétisation aux moments des échéances électorales de 2007 et 2008, toutes ces questions qui sont à l'ordre du jour de ces forums sont autant de thèmes au cœur de notre projet politique et donc de notre congrès.

C'est d'une interaction permanente et féconde entre cette pratique des forums, notre mobilisation contre la droite dans l'action quotidienne et nos réflexions de congrès dont nous avons besoin. Il est utile et même indispensable que les communistes puissent souverainement décider de leurs choix programmatiques et stratégiques. Il est vital qu'ils le fassent à la lumière de ce qu'ils construisent avec nos concitoyens, des mouvements de la société.

J'en viens maintenant à la question : **quelle ambition devons nous donner à notre 33^{ème} Congrès ?**

Depuis notre dernier congrès, nous avons été témoins et acteurs de beaucoup d'évènements politiques, de luttes. A l'occasion de toutes ces batailles, de tous ces évènements, nous avons mis en œuvre avec ténacité et créativité les décisions que nous avons prises ensemble. Ces décisions, nous les avons formulées à l'issue d'un retour critique sur l'échec de 2002 et sur nos propres responsabilités dans cet échec. En cherchant ensemble à ne pas recommencer ce qui avait à plusieurs reprises échoué. Nous avons alors dégagé des principes forts qui nous paraissaient susceptibles de permettre à la gauche et au Parti communiste de ne plus décevoir notre peuple.

Si je devais résumer à ma façon ces choix du 32^{ème} congrès, je dirais qu'ils s'articulaient autour de trois grandes options : le dépassement du capitalisme est plus que jamais nécessaire tant cette société devient chaque jour plus inhumaine, plus inefficace socialement. Cet antilibéralisme conséquent doit être le cœur et la raison d'être du projet communiste. Sans s'attaquer aux fondements de la société, la gauche ne peut pas répondre aux attentes populaires. Il s'agit donc pour nous de travailler à une véritable alternative au libéralisme en affrontant résolument la droite et ses projets dévastateurs, en disputant le terrain à gauche au social libéralisme, en construisant une alternative au capitalisme.

Ce combat antilibéral doit être gagné sur le terrain démocratique et donc être nécessairement porté par un rassemblement majoritaire. Cette volonté majoritaire ne peut exister que si le peuple dans sa profondeur, la gauche dans son ensemble,

s'empare de cet enjeu, construit le contenu d'un tel projet, arrive à se rassembler autour et à le faire dans une construction consciente, populaire et politique.

Pour permettre une telle construction dans la transparence, le Parti communiste se doit à tout moment d'exprimer ses propositions, ses analyses, de faire valoir son originalité.

Se donner une telle ambition un an seulement après la claque du 21 avril 2002 pouvait apparaître comme un rêve, une utopie pas très concrète, pas très immédiate. Notons tout de suite ce qui en faisait pourtant la force. Nous l'avons réfléchi à l'écoute de notre peuple, des communistes, à l'écoute active et sincère de toutes celles et de tous ceux qui nous avaient sanctionné en nous reprochant, ou en reprochant à la gauche, à la politique de ne pas avoir répondu à leurs attentes, de ne pas avoir changé leur vie.

Depuis, nous nous sommes attachés avec opiniâtreté et à l'occasion de chaque rendez-vous politique ou social, à mettre en œuvre ces choix. Etre en accord avec nous-même nous a révélé à nous-mêmes et aux autres.

Dans les rassemblements contre la guerre en Irak ou contre la réforme des retraites ou pour la sécu, dans les rendez-vous électoraux de 2004 nous avons avancé avec conviction les choix du Parti communiste. Les échéances n'étaient pas faciles, nos débats ne l'ont pas toujours été non plus mais nous avons au total tenu notre cap. Et c'est cela aussi qui nous a permis d'avancer.

Nous n'avons pas seulement déclaré des intentions, nous les avons concrétisées dans l'action et à chaque échéance électorale. Il en ressort pour nous-mêmes et pour les autres la mise en perspective d'une cohérence. Nous savons qui nous sommes et où nous voulons aller. Et cela se voit.

Le succès du 29 mai auquel nous avons pris une part décisive, intervient deux ans seulement après notre congrès. Il marque un refus populaire, politiquement majoritaire, de la société libérale que nous subissons depuis près de trente ans. Il crédibilise à grande échelle l'idée que la réponse aux attentes populaires, si elle veut être conséquente et durable, se doit d'être antilibérale. Telle est la volonté majoritaire de notre peuple et du peuple de gauche, affirmée dans les urnes le 29 mai. Nous avons dit au début de la campagne référendaire que quand on était de gauche, il fallait voter Non. Nous pouvons dire aujourd'hui, en étant plus entendu, que quand on est de gauche, il faut être antilibéral.

Si j'ai fait ce rapide rappel, ce n'est pas pour nous auto-satisfaire de ces résultats. Mais pour mieux mesurer à quel point l'avancée spectaculaire de nos choix rehausse nos propres responsabilités. Le 33^{ème} congrès ne se déroulera pas comme le précédent un an après un échec mais un an après un succès. Il s'agissait en 2003 de ne plus décevoir. Il s'agit aujourd'hui d'être à la hauteur de l'espoir suscité par le résultat du 29 mai. D'où l'importance de ce 33^{ème} congrès, des décisions que nous allons y prendre.

J'en viens maintenant au projet de base commune

Afin que nos débats soient populaires et riches, le Conseil national du 14 octobre dernier avait retenu le principe de les organiser autour de 5 questions qui sont au cœur de nos choix stratégiques : la visée communiste de notre temps, la contribution du Parti communiste à l'élaboration de propositions alternatives, la construction d'un nouveau monde, la stratégie pour un rassemblement antilibéral majoritaire et les

échéances électorales de 2007/2008 et enfin la question du Parti communiste. Sur chacun de ces thèmes, nous souhaitons avoir des débats approfondis.

Il ne s'agit pas ici de résumer chacun des 5 textes du projet de base commune. Je m'en tiendrai aux questions qui m'apparaissent les plus essentielles.

La première partie de la base commune traite de **la visée communiste**, des raisons de fond qui nous amènent à être communiste aujourd'hui, notre analyse du capitalisme et de ses méfaits, notre choix d'une autre société. Il permet de faire valoir les valeurs humanistes qui nous animent, la cohérence et le sens de l'engagement communiste. Le texte insiste sur l'idée que les aspirations des hommes et des femmes de notre pays, en Europe et dans le monde témoignent plus que jamais de l'actualité du communisme. Partant de là, le projet communiste sur lequel nous travaillons, ne correspond à aucune des expériences qui se sont réclamées du communisme ou s'en réclament aujourd'hui. Il a pour ambition, non plus de faire le bonheur des peuples et des individus à leur place, mais de contribuer à leur mise en mouvement pour qu'ils agissent eux-mêmes pour cet autre futur.

Le projet communiste ne se présente plus comme un modèle préfabriqué qui proclamerait lui aussi une quelconque fin de l'Histoire et des lendemains qui chantent. Il est un outil pour dépasser le capitalisme, pour combattre et se libérer de toutes les formes d'exploitations, de dominations, de discriminations et d'aliénations.

S'agissant de la visée communiste, le texte précise d'emblée, je cite, « *Le communisme s'inscrit dans le prolongement historique des sociétés, mais est en rupture fondamentale avec la logique capitaliste. Il appelle à une transformation radicale de la société. Mais le communisme ne se substituera pas d'un bloc à la société actuelle. Le communisme est indissociablement une visée et le chemin qui y conduit...*

La démocratie est au cœur de notre démarche : les remises en cause du capitalisme seront le fruit d'un processus conscient et majoritaire dont les formes ne peuvent pas être définies à l'avance. Cela implique un mouvement des savoirs, des pouvoirs et des pratiques qui conduiront à des accélérations, des seuils, des ruptures mais aussi à des reculs.

Ce combat révolutionnaire pour s'extraire de logique d'exploitation et de dominations et permettre des avancées de civilisation s'engage dès maintenant à partir de rassemblements, de luttes, de mobilisations sociales et du suffrage universel pour des axes de propositions qui disputent au capitalisme et au libéralisme, réalisme et efficacité, donnant à voir les fondements d'une société post capitaliste. »

Cette nouvelle conception de la révolution a des implications stratégiques. « *La stratégie politique des communistes doit incarner aujourd'hui notre visée. Il s'agit de permettre une appropriation consciente par tous des conditions, des obstacles, des possibilités de la visée communiste. Il s'agit de permettre, d'où notre démarche de rassemblement unitaire, de mettre en commun toutes les forces (individus et organisations) qui le souhaitent pour construire aujourd'hui un autre futur. Nous avons aussi à apprendre des autres. Cela passe par un travail permanent de rassemblement majoritaire sur un contenu aujourd'hui antilibéral mais nécessite aussi l'affirmation du projet communiste, c'est-à-dire d'une cohérence d'ensemble de notre visée, de notre stratégie, de l'organisation communiste du XXI^e siècle, de nos propositions et de nos actes. »*

Le second texte traite du **programme du Parti et propose « quatre engagements fondateurs pour une politique de gauche qui change vraiment la vie »**. Ce texte vise à mettre en cohérence l'ensemble de nos propositions.

Je ne vais pas les détailler mais en pointer seulement les têtes de chapitre.

Tout d'abord, les « dix chantiers pour changer la vie » que nous proposons méritent d'être investis dès maintenant. Il s'agit bien sûr de notre projet de Sécurité d'Emploi et de Formation mais celui sur la protection sociale - santé et retraites - la ville, les droits, l'égalité des droits, l'école, les libertés, l'extension et la démocratisation des services publics.

Voilà autant de sujets qui préoccupent les gens et sur lesquels nous pouvons avec eux faire bouger les choses.

Les trois autres grands engagements de notre projet de programme n'en sont pas moins ancrés sur leurs préoccupations. Qu'il s'agisse de la démocratie et de la nécessité d'une sixième république solidaire et démocratique, d'une autre utilisation de l'argent ou de la nécessaire construction d'une autre Europe, de l'action pour changer le monde. Il y a matière à discussion, matière à construction. Il y a besoin d'une appropriation de ces propositions par les communistes.

Le troisième texte traite de **la construction d'un nouveau monde**. Il propose notre analyse de la mondialisation capitaliste tout en montrant la montée des résistances au libéralisme, à l'échelle du monde et de l'Europe. Il avance des propositions pour exiger des réorientations politiques et monétaires des institutions financières internationales, pour assurer la paix et la sécurité en Europe et dans le monde. Enfin, le texte propose de définir les pistes d'une transformation de la construction mondiale libérée de la domination du marché capitaliste, du profit et des inégalités. Il préconise *« l'action convergente des communistes, des progressistes, des mouvements sociaux dans leur diversité, en France, en Europe et dans le monde pour contribuer à modifier les rapports de force, pour transformer les stratégies mises en œuvre »* et promouvoir des constructions alternatives à l'échelle de la planète et de notre continent.

Le quatrième texte présente **la stratégie pour un rassemblement majoritaire et les échéances électorales de 2007**.

Ce texte sur la stratégie suscite les débats les plus vifs. Pour résumer, je dirais que deux conceptions s'affrontent. L'une préconise que le rassemblement s'organise à partir du parti communiste. L'autre, proposée par la majorité du Conseil national, préconise de poursuivre la réflexion stratégique engagée au 32^{ème} Congrès qui tire les leçons de notre échec de 2002 et analyse les mutations de notre temps, et qui invitait, je cite, à une *« nouvelle conception du rassemblement politique et de l'union »* en *« faisant vivre dans tous les domaines une démarche politique participative, reposant non sur la délégation de pouvoir mais sur l'implication de chacun(e) et de tous »*.

Le texte du projet de base commune qui traite de cette question fait le choix d'un rassemblement visant à construire une « union populaire pour changer la vie ». Indiquant que *« nous sommes entrés dans une période nouvelle, marquée par une véritable course de vitesse entre avancée et recul de civilisation »*, le texte souligne

que « *c'est une période ouverte où les risques et les possibles sont considérables : la question d'une vraie alternative n'en est que plus urgente.* »

Procédant à une évaluation de ce que nous avons fait dans la dernière période, il est souligné combien « *le 29 mai a montré qu'une démarche citoyenne pouvait donner force majoritaire à un parti pris antilibéral* », il invite à prendre en compte les avancées de la dernière période, à bien mesurer « *la capacité des communistes à retrouver une combativité, à renouer les liens avec les luttes, à apporter une contribution reconnue et très largement appréciée pour créer les conditions de l'intervention populaire, à animer des dynamiques unitaires. Reste, dans les conditions actuelles, à élargir et à approfondir notre démarche de rassemblement* » pour battre la droite et la battre durablement.

C'est pourquoi nous faisons le choix d'un rassemblement antilibéral majoritaire qui veut faire de toutes les questions -contenus du programme, contours du rassemblement et candidatures pour le porter aux élections- une affaire populaire. Comme le précise le texte : « *Le rôle de décideur doit revenir au mouvement populaire. Aucun parti ne peut prétendre rassembler la gauche autour de lui ou de son propre projet, en appelant ensuite les citoyens à le soutenir.* »

En conséquence, le projet de base commune avance les propositions suivantes :

Nous proposons « *que les femmes et les hommes, les forces politiques et sociales qui auront choisi dans le débat et l'action de travailler à une union populaire autour d'un projet de profonde transformation sociale antilibérale le portent ensemble devant le suffrage universel lors des échéances électorales à venir* ». Sur la base d'un projet de société et d'un programme de gouvernement élaboré dans le débat public, le PCF propose « *de construire ensemble, pour l'élection présidentielle et dans chaque circonscription législative des candidatures reflétant dans tout le pays la nature et la diversité sociale et politique de leur rassemblement permettant d'obtenir le plus grand nombre possible de voix et d'élus* ». Cette démarche concerne également « *la conception et l'animation de la campagne, les alliances éventuelles comme la question de la participation de ce rassemblement à l'exercice du pouvoir* ».

Dans ce cadre, nous mettons en débat notre « *conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle sera la plus efficace pour porter cette union en témoignant de sa diversité, de son ancrage populaire, de sa représentativité à gauche et dans le pays, du contenu précis d'un projet politique permettant une véritable rupture avec les logiques libérales* ». Ces propositions sont « *débatues par les communistes jusqu'à leur prochain congrès et dans le même temps versées au débat populaire et citoyen dans des initiatives publiques* ».

Un texte alternatif propose d'autres options de rassemblement pour 2007. Il préconise que le PCF prenne « *lui-même en mains l'élaboration d'un projet de profondes transformations sociales antilibérales.* » Cette proposition va, selon moi, à l'encontre de l'objectif proposé par le Conseil national d'une coélaboration d'un programme politique de gouvernement par les citoyens et les forces politiques et sociales. Ce texte préconise également « *d'examiner les conditions dans lesquelles les forces et personnalités associées à l'élaboration et au contenu d'un tel projet, le seraient à la conception et à l'animation de la campagne* » électorale. Or, le Conseil national propose une conception d'un rassemblement majoritaire antilibéral qui ne s'arrête pas à la conception et à l'animation de la campagne mais il s'étend jusqu'aux

candidatures qui doivent refléter la nature et la diversité sociale et politique de ce rassemblement. Enfin, les communistes qui soutiennent ce texte alternatif proposent que la décision d'une candidature communiste à l'élection présidentielle soit arrêtée au Congrès, alors que la majorité du Conseil national considère que cette proposition est versée au débat populaire et citoyen, ce qui nécessite de se donner du temps. Au total, le Conseil national a estimé que ce texte alternatif porte une autre conception du rassemblement et n'est pas en cohérence avec la stratégie proposée dans la base commune.

En tout état de cause, il reviendra aux communistes, conformément aux statuts, de décider de leurs candidatures à l'élection présidentielle et aux élections législatives.

Le cinquième texte traite de **la question du Parti communiste**. Il propose d'approfondir la question de la fonction communiste, de l'utilité, du rôle du Parti dans la société d'aujourd'hui, ainsi que de la relation avec la force communiste. Nous réaffirmons le choix d'un parti militant, créatif, motivé et révolutionnaire. La démocratie comme moteur d'efficacité politique est mise en avant. Enfin, est posée la question de l'organisation du parti comme une question incontournable. Des propositions sont également avancées en matière de renforcement, sur le besoin de collectifs de direction se réunissant régulièrement, sur l'accueil des nouveaux adhérents, sur l'éducation, sur la cotisation, sur la cellule, sur le besoin de mieux structurer notre vie de parti et de développer dans tous les lieux possibles la créativité et les initiatives militantes dans les localités, les quartiers populaires et lieux de travail.

Concernant **les statuts**, le 32^{ème} congrès nous a mandaté pour évaluer les expérimentations qui ont été menées et proposer des adaptations nécessaires. Le mandat est clair, il ne s'agit pas d'une refonte, mais d'une adaptation.

C'est le travail qui a été accompli depuis plus de deux ans et qui a abouti au document que vous avez.

Quel est le sens des modifications qui nous sont proposées de faire pour adapter nos statuts et les rendre plus efficaces ?

Pour résumer, il s'agit d'améliorer le fonctionnement d'un **parti ouvert** qui agit dans la proximité et la diversité de ses formes et de ses objets, un **parti militant** qui confirme et renforce le pouvoir de ses adhérents, en rendant plus opérationnelles leurs modalités de décisions et d'actions, en amplifiant leurs capacités d'initiatives avec d'autres, un **parti démocratique** qui fait de l'exercice du droit au pluralisme des idées le moyen de produire du commun.

Voilà, chers camarades, les éléments que je soumetts au débat de ce soir et qui doivent permettre une discussion approfondie pour aider chaque communiste à faire le choix qui sera le sien lors du vote des 3 et 4 février pour adopter ce qui sera la base commune des communistes en vue de notre 33^{ème} Congrès.